

Sécuriser et structurer votre Trust Foundation : Les points de vigilance indispensables

Fondations juridiques et stratégiques

- Définir précisément l'objet social (charitable, philanthropique ou mixte) en conformité avec les critères d'exonération fiscale locaux.
- Rédiger l'acte fondateur (Foundation Charter) incluant le nom, l'objet, le siège social, le capital initial et la durée de vie.
- Valider le respect des exigences de capital social minimum (dotation initiale) selon la juridiction choisie.

Gouvernance et conformité opérationnelle

- Nommer un Conseil de fondation (au moins 3 membres) pour garantir une gouvernance rigoureuse et éviter les conflits d'intérêts.
- Désigner un 'Protector' externe dans l'acte constitutif pour superviser les décisions stratégiques du Conseil.
- Rédiger des règlements internes (By-laws) précisant les modalités de remplacement des membres et les processus de décision.
- Mettre en place un système de conformité AML (Anti-Money Laundering) et KYC (Know Your Customer) pour la gestion des actifs.

Obligations administratives et fiscales

- Immatriculer la fondation au registre du commerce ou des fondations pour obtenir la personnalité juridique nécessaire aux opérations bancaires.
- Anticiper les impôts sur les transmissions (droits de donation) via une analyse juridique de la résidence fiscale des donateurs.
- Établir une procédure d'audit annuel et de déclaration fiscale spécifique pour maintenir le statut d'utilité publique ou l'exonération fiscale.